

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

MARCHÉ TRAVAUX RSMA

Catégorie opération 2



ANSE FIGUIER
97211 RIVIERE PILOTE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	18/11/2024	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.6 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	17
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	19
3.5.2 Travaux divers	19

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	22
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	23
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	23
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	25
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	27
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	27
5.2 CANTONNEMENTS.....	27
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	29
5.3.1 Mise en place bungalows	29
5.3.2 Cantonnement à étages.	29
5.3.3 Installation électrique.....	29
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	31
6.1 ORGANISATION.....	31
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	32
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	32
6.2.2 Interdiction de fumer	32
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	33
7.1 PPSPS	33
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	33
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	33
8 Annexes	34
Plan de masse etat futur.....	34
Plan des réseaux divers.....	34
Panneau : En cas d'accident.....	34

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

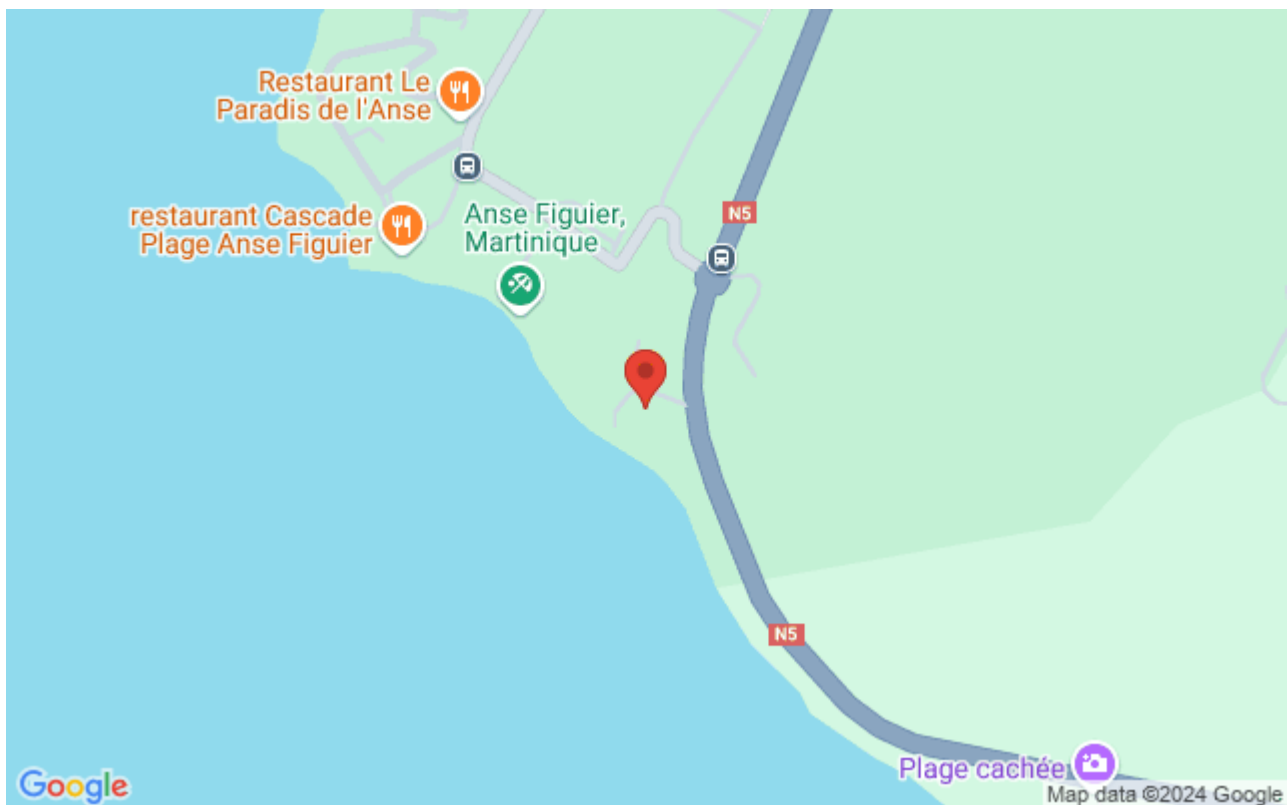
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

MARCHÉ TRAVAUX RSMA

Marché de travaux au camp du RSMA à l'Anse Figuier

ANSE FIGUIER

97211 RIVIERE PILOTE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Le projet consiste en l'adaptation capacitaire et mise en conformité des réseaux du Camp de l'Anse Figuier à Rivière Pilote en Martinique.

Les travaux sont allotés en deux lots distincts :

- LOT 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE : il a pour objectif d'améliorer les conditions de vie du personnel sur place par la réhabilitation de l'existant et la construction d'un nouveau bâtiment intégrant des sanitaires mixtes ;
- LOT 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD) : il a pour objectif de procéder à l'installation d'une STEP avec « filtration par végétaux » et d'adapter l'ensemble des réseaux (fluides et électricité) aux nouvelles installations. Ces derniers seront enterrés.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

RDC : Bâtiment dédié aux sanitaires , carbet

Nature de la couverture / toiture

Bâtiment sanitaires :Toiture métallique

Carbet: Toiture et sur toiture en aluminium compris: couverture en tôle ondulée ou striée, charpente métallique

Nature des façades

Bâtiment sanitaires :Béton

Carbet : Panneaux en bois de cumaru + peinture

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	COMMANDEMENT DU SERVICE MIL ADAPTE QUARTIER BRIERE DE L ILE BELLE ISLE 97232 LE LAMENTIN	
Maître d'Oeuvre	RSMA MQ - Direction des Travaux et de l'Infrastruc RSMA MQ 97200 FORT DE FRANCE	
Bureau d'étude	BERIM Antilles Guyane 28, Immeuble Marsan - Kerlys 97200 FORT-DE-FRANCE	
CSPS	QUALICONSULT SECURITE 17 allée des Colombes 20 lotissement La Sérénité 97224 DUCOS	TEL : 0596388959
Inspection du travail	DEET MARTINIQUE Immeuble EOLE 2 Avenue des Arawaks 97200 Fort-de-France	TEL : 0596442000
CARSAT	CGSS MARTINIQUE Place d'armes Rue Case Negre 97232 Le Lamentin	TEL : 0596 66 76 19 FAX : 0596 51 81 54

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°1 - Réhabilitation / Aménagement TCE
- N°2 - Voirie et Réseaux Divers (VRD)

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 5 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n’effectuera l’inspection commune avec l’entreprise qu’après avoir été averti de l’obtention de l’agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu’exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol réalisé dans le cadre de la construction du bâtiment sanitaires:

- Etude géotechnique de conception, phase avant-projet, G2 AVP - Dossier n°40-1108-5 - Etabli en septembre 2024 par Résurgence Caraïbes

- A annexer au DCE

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établi par les entreprises intervenantes, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Un plan d'installation de chantier sera établi par le titulaire du lot Réhabilitation/Aménagement TCE

Ce plan devra recevoir l'accord du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.

Ce plan d'installation de chantier devra faire apparaître les informations suivantes:

- L'installation d'une cabane de chantier et de vestiaires .
- La mise en place d'une zone de stockage des matériaux et des déchets .
- La mise en place de barrières HERAS pour délimiter les zones de travaux (avec cadenas à code) .
- La mise en place d'un balisage, de signalisations (panneaux chantier interdit au public, points de rassemblements, etc.) .
- La mise en place d'un panneau d'information placé à l'entrée du site sur lequel sera indiqué le numéro de l'arrêté autorisant les travaux (dimension de 180*120 cm).

- La mise en place des éléments nécessaires à l'évacuation des déchets de chantier « compris rotations », enlèvement et traitement des déchets.

- La mise en place des mesures de sécurité pour protéger les travailleurs et les exploitants sur le site.

- Les titulaires des 2 lots, auront à leur disposition les sanitaires du camp durant toute la durée des travaux.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Réalisé par le Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE et mis à jour à l'avancement de l'opération	Fournir un plan avec les accès de chantier et les sorties	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Clôture	Type "HERAS" boulonnées entre elles. Prévoir jambes de force pour éviter le devers.	Périphérie zone de cantonnement et stockage Selon plan d'implantation fourni par le Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Portail et portillon	Type "HERAS" avec chaîne + cadenas ou portail fixe sur poteaux	Périphérie zone de cantonnement et stockage Selon plan d'implantation fourni par le Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalisation de chantier Affichage panneau de chantier :L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'ouvrage. Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit. Affichage PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE & CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC	L'emplacement est défini en concertation avec le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public Selon plan d'implantation fourni par le Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'accès se fera au Camp de l'Anse Figuière à Rivière Pilote

Les titulaires des lots 1 et 2, se conformeront pendant toute la durée du marché à l'arrêté du 19 mai 2020, applicable aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du Ministère de l'intérieur. Toutes les mesures de sécurité devront être prises pendant les travaux pour assurer la sécurité des occupants, des travailleurs et du personnel

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Camp de l'Anse Figuière à Rivière Pilote	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Identification avec nom de la personne et de l'entreprise pour chaque personne intervenant sur le chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Une coordination entre les sections techniques sera indispensable durant toute la durée de l'exécution des travaux.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Délimitation physique des zones de stockage.	Conformément au PIC	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Aire de stationnement	Zone de stationnement véhicules et engins de chantier et véhicules pour les réunions de chantier	Sur zone repérée sur plan d'installation de chantier	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Signalisation	Signalisation de danger sur le chantier Panneaux de consignes obligatoires Fléchages relatifs aux premiers secours Passage piétons" - "Travaux" - "Sortie de camions"	Voir P.I.C. de part et d'autre des accès au site. Affichage de l'autorisation de voirie.	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Homme de manœuvre	Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins : Désignation d'un ou deux responsable de manœuvres chargés du guidage systématique des véhicules accédants au chantier (port du baudrier classe 2 obligatoire)		Cette prestation sera à la charge de l'entreprise chargée de la mise en œuvre des matériaux ou équipements livrés pour qu'elle puisse réaliser son intervention, le personnel requis devra être impérativement présent sur le chantier lors de la livraison	T.C.E

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Nettoyage avant sortie	Le nettoyage de l'ensemble des zones de travaux compris, enlèvement et amené des détritrus, matériels, gravats, gravois et terres végétales restantes dans des déchetteries agréées.		Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Les flux circulations des véhicules et des piétons dissociés	Cheminement comme définit dans le PIC	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Signalisation	Mettre signalétique au niveau des zones de travaux	Selon PIC	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Accès couverture/terrasse	Moyen d'accès à définir	En périphérie des bâtiments	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Pour toutes utilisations d'une grue automotrice l'entreprise devra s'assurer de la nature du sol et de la charge admissible	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Treuil électrique	Suivant besoins du chantier	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Camion auto-déchargeable	Aire de déchargement	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Chariot élévateur	Suivant travaux	Entreprise concernée	Entreprise concernée	

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Transpalette/chariot	Suivant travaux	Entreprise concernée	Entreprise concernée	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

La convention de mise à disposition de la grue ou tout autre moyens de manutention ou de levage aux autres entreprises précise :

- la fourniture des accessoires de levage nécessaires au transport des colis ou des équipements de travail par le corps d'état utilisateur (entreprise utilisatrice ou fournisseur dans le cas des dalles alvéolées par exemple).
- la désignation du chef de manœuvre et de l'élingueur.
- les vérifications initiales et périodiques des équipements de travail et des installations.

- les moyens de communication (audio, vidéo, etc.).
- les conditions financières.

Les entreprises et leurs sous-traitants doivent mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) les accords conclus et les mesures de prévention répondant au PGC.

Il faudra transmettre le PV de convention de prêt au coordonnateur SPS.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Rechercher les conditionnements et les colisages qui :

- permettent une manutention à l'aide de moyens mécaniques .
- évitent les reprises manuelles par un tri des matériels et matériaux.
- offrent un poids le plus faible possible si la mécanisation est impossible.

Sélectionner ceux qui permettront :

- d'éviter les reprises et les manutentions manuelles répétitives (ex : organiser le colissage en fonction de l'ordre de pose des éléments sur chantier, par taille ou type d'éléments ou de matériel, ...).
- une mise à disposition des éléments au plus près de la zone de travail .
- l'utilisation d'équipements de levage et de déplacement.

Conseils quel que soit le métier :

- privilégier la mécanisation du port de charges (ex : équiper les chantiers de moyens de levage adaptés).
- privilégier l'utilisation d'accessoires de manutention (ex : transpalettes, accessoires permettant une prise, ...).
- s'équiper en véhicules de livraison aménagés avec des rampes, moyens de manutentions ...
- employer des coffres et caisses (petits matériels, outils, visserie, ...) équipés de roues et/ou manutentionnables avec un engin de levage ou un transpalette.
- optimiser les conditionnements pour éviter les manutentions inutiles (reprises, manutentions dus aux largeurs de passage par exemple) souvent pénalisantes pour la distribution intérieure entre l'accès et le poste de travail.
- s'assurer que les contenants et leurs accessoires de levage aient une résistance appropriée à la charge contenue et aux moyens de manutention mécanique utilisés. Ils doivent être vérifiés régulièrement (utiliser l'outil pratique : " Suivi des vérifications d'un accessoire de levage ") ; lorsque cela n'est pas possible, adapter le colissage aux capacités de port manuel de l'homme.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

ENTREPRISE CONCERNE

Lot chargé de l'entretien

ENTREPRISE CONCERNE

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Aire de stockage suivant PIC	Stockage délimité par type de matériaux	Voir P.I.C.	Sans objet, stockage extérieur	Clôture type héras ou similaire mise en place en périphérie de ces zones. Tous les stockages devront être stables et sécurisés.
Stockage de produits dangereux		Dans local clos	Local clos et ventilé	Fiche de donnée de sécurité

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise devra, toujours et immédiatement après exécution des travaux, procéder à l'enlèvement des gravats des différents travaux et au balayage des locaux conformément à la charte chantier à faibles nuisances.

Il aura à sa charge la sortie des gravats après nettoyage et la mise en bennes à un endroit prévu à cet effet aux abords du bâtiment, en respectant les consignes de tri des déchets fixées par le présent item.

Il sera formellement interdit de jeter des gravats par les ouvertures de façades sauf à mettre en œuvre un dispositif spécial (goulotte). Ils seront sortis au seau ou en sacs.

Le chantier devra toujours être tenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur prendra toutes dispositions à cet effet.

De plus, à raison d'une fois par semaine au minimum, il sera procédé à un nettoyage et un balayage général de l'ensemble de la construction y compris les abords du chantier.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous postes de travail	Quotidienne	Les titulaires des lots	Les titulaires des lots
Bennes avec tri	Suivant la réglementation en vigueur	Mise en place d'un tri sélectif	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en décharge publique des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable de ces déchets.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Utilisation Permis de feu par point chaud :

Le permis de feu a pour objet de prévenir les dangers d'incendie ou d'explosion qui pourraient être occasionnés lors de travaux par points chauds :

Qui sont : • Emploi de chalumeaux ; • Meulage, découpage ;

Le permis de feu est établi par le chef d'entreprise intervenante ou par son représentant qualifié donnant l'ordre de travail. Ce travail doit être exécuté par du personnel qualifié de l'entreprise ou ses sous traitants. L'entreprise doit veiller que toutes les précautions soient prises pour la mise en état préalable du lieu où sera exécuté l'opération, particulièrement lorsque les travaux comportent des matériaux, matériels ou marchandises susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie.

Le chef d'entreprise devra mettre à la disposition des exécutants les moyens d'extinction appropriés au risque appartenant à l'entreprise. Les moyens mobiles d'extinction propres à l'ouvrage en travaux ne pourront être utilisés en prévention, même occasionnellement. Le PERMIS DE FEU est établi ponctuellement ou pour une durée ne pouvant excéder 1 semaine selon le degré d'avancement des travaux du chantier.

Il doit être accordé par le Maître d'Ouvrage et signé par lui ou son représentant qualifié. • L'ouvrage en travaux demeure en activité. La présence du personnel est permanente. C'est pourquoi la règle des permis de feu indiquée ci-dessus s'applique. • Une inspection des lieux du travail est obligatoire 2 heures après la fin des travaux par points chauds. • Eteindre tous les chalumeaux lors de chaque absence et à chaque débauchée du personnel.

L'entreprise devra veiller à ce que toutes les précautions seront prises pour la mise en état préalable du lieu où sera exécuté l'opération, particulièrement lorsque les travaux comportent des matériaux, matériels susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie.

L'entreprise devra mettre à la disposition de l'exécutant un moyen d'extinction approprié au risque appartenant à l'entreprise. Les moyens mobiles d'extinction propres à l'ouvrage en travaux ne peuvent être utilisés en prévention.

A la fin de la séance de travail : nettoyage de la zone puis évacuation des déchets inflammables L'entreprise titulaire du permis de feu doit cesser les travaux par points chauds 2 heures avant la débauchée et effectuer une ronde peu avant la débauchée du soir.

TOUTES LES ENTREPRISES QUI SONT APPELÉES À INTERVENIR PAR POINTS CHAUDS SONT TENUS D'APPLIQUER LA PRÉSENTE RÈGLE

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur	Lot 1 Lot 2	Extincteur à proximité immédiate	Permis feu : Les titulaires du marché initieront la demande de façon journalière

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives seront étudiées par **le Lot 01** en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants,

Le Lot 01 mettra en place les sécurités collectives sur les ouvrages (garde-corps, filets etc. ...) .

Il en assurera la maintenance jusqu'à la fin des travaux dans chaque zone où ils se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à leurs mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise au démontage temporaire de dispositifs de protection collective.

Si un tel démontage est nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises.

Le travail ne peut être entrepris et effectués sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent, doivent être mis en place pour éviter toute chute de personnes de matériaux ou d'outillages.

Nota : Maintenir les protections collectives fiables et efficaces dans l'espace et dans le temps jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Généralités L'attention des entreprises est attirée sur l'avantage présenté par des procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

Organisation de la sécurité collective La coordination indispensable, des interventions des différentes entreprises, réclame que **le Lot 01** soit chargé de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée en collaboration avec les entreprises doit être mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes.

Si un enlèvement s'avère nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises.

Le travail ne peut être entrepris et effectués sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective doivent être mis en place pour éviter les chutes, assurant un niveau de sécurité équivalent.

Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires.

Le Lot 01 doit installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avère nécessaire jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Le matériel destiné aux protections collectives doit être adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage. Le P.P.S.P.S de l'entreprise doit préciser le type de matériel proposé.

Le Lot 01 a la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre sous lequel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il doit tout mettre en œuvre pour remettre en état les protections collectives.

Dans le cas où la protection en place ne permet pas le travail de l'entreprise, la modification de la protection doit assurer un degré de sécurité équivalent.

Les modifications doivent être soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S. Chaque corps d'état doit mettre à disposition de son personnel pendant toute la durée du chantier, les moyens et matériels nécessaires pour assurer sa sécurité.

Harmonisation des dispositifs de sécurité Pour éviter une dépose anticipée des protections collectives, chaque entreprise doit installer ses différents dispositifs de sécurité (garde-corps, filets, etc.) en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc.) ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres corps d'état.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Des protections collectives devront être mis en partie haute de la fouille. Les alutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien.	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE Lot 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD)	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE Lot 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD)
Tranchée	Des protections collectives devront être mis en partie haute de la fouille. Les alutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien.	Lot 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD)	Lot 2 : Voirie et Réseaux Divers (VRD)
Couverture en pente	Mise en place de protection collective	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE
Charpente	Mise en place de protection collective	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Dispositions générales : Chaque entreprise doit la protection de son personnel pour l'exécution de ses ouvrages et le matériel correspondant à mettre en place sur le chantier, et ce, pendant toute la durée du chantier. Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise, il doit être en bon état.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------	-------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Périphérie du bâtiment	toute la durée du chantier	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE	TCE
Echafaudage intérieur	Dans les bâtiments	Second oeuvre	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1: Réhabilitation / Aménagement TCE

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'électricien du RSMA-MQ réalisera avant le début des travaux toutes les consignations qui s'avéreront nécessaires à l'ensemble des installations techniques. Il délivrera une attestation de consignation.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison d'ENEDIS - Transformateur existant dans l'enceinte du chantier	Dès que possible	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Armoire générale	Comme défini sur le PIC	Installation de chantier	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Alimentation cantonnement	Comme défini sur le PIC	Installation de chantier	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Eclairage circulation verticale	Le niveau d'éclairage sera conforme aux règles d'éclairage Circulations extérieures : 10 lux Voies de circulation intérieure : 40 lux Escaliers : 60 lux	Toute la durée du chantier	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Eclairage circulation horizontale	Le niveau d'éclairage sera conforme aux règles d'éclairage Circulations extérieures : 10 lux Voies de circulation intérieure : 40 lux Escaliers : 60 lux	Toute la durée du chantier	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage poste de travail	Espaces extérieures de travail : 40 lux Locaux de travail, vestiaires, sanitaires : 120 lux Locaux de travail aveugles : 200 lux	Tous postes de travail	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Lots concernés : **Tous corps d'états**

Localisation : Travaux en hauteur à l'extérieur, intérieur des bâtiments

Mesures prises : Le phasage des travaux devra être conçu de manière à n'entraver à aucun moment les activités dont l'exécution serait simultanée.

Les zones ou des projections, chutes d'objets ou de matériaux qui constitueraient un risque pour les autres activités devront être protégées : auvent, protection ou interdiction des accès, etc... Les activités qui pourraient constituer un risque spécifique pour d'autres intervenants feront l'objet dans le PPSPS correspondant d'une proposition de prévention (décalage des travaux, enceinte interdite, etc...).

La réalisation de ces travaux sera subordonnée à l'accord préalable du Coordonnateur SPS ; D'une manière générale, chaque entreprise devra s'assurer dans son PPSPS que son activité ne constitue pas une gêne ou un risque pour les autres entreprises. Dans le cas contraire, elle devra prévoir les dispositions nécessaires.

Travaux superposés : Les travaux superposés sont à proscrire dans le calendrier de travaux et dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute doit prendre les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous.

Chaque cas doit être examiné par le maître d'œuvre d'exécution et le Coordonnateur SPS doit être informé. D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises doivent interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leurs postes de travail. Cette interdiction d'accès est assurée par la mise en place (et la maintenance) de clôtures fermant la zone. Dans le cas d'impossibilité un auvent de protection est installé.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
-------------	----------------	----------------------	---------------------------	--------------

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 1	Démolition des fosses septiques (maçonnerie) Démolition dallage et revêtement de sol du carbet Démolition cloison et dalle en béton du bâtiment sanitaires existant	Travaux exécutés partout moyens appropriés en fonction des conditions du chantier et de son environnement, avec toutes les précautions prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages conservés, compris tous travaux accessoires nécessaires.	
Fondations	Lot 1	Réalisation des fondations du bâtiment sanitaires et du portail en aluminium	Travaux exécutés partout moyens appropriés en fonction des conditions du chantier et de son environnement, avec toutes les précautions prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages conservés, compris tous travaux accessoires nécessaires.	
Tranchées	Lot 2	Réalisation des tranchées nécessaires pour l'installation des conduites d'eau potable et d'évacuation	Les fouilles entranchées ou en exécution doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux.	Les fouilles entranchées ou en exécution doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux.
Travaux en hauteur	Ensemble des lots	Façades, travaux intérieurs, travaux en toiture	Utilisation de nacelles, échafaudage fixe ou mobile, PIR Balisage des zones d'intervention	Matériel conforme à la législation en vigueur,

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le chantier se déroule dans une résidence exploitée par les habitants.

Toutes les dispositions seront prises par les entreprises afin que les interventions se fassent dans les meilleures conditions de santé et de sécurité vis à vis des résidents

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Au sein du camp de l'Anse Figuier à Rivière Pilote	Circulation de public et véhicules de part et d'autre des accès chantier.	Cheminement séparé par clôture	TCE	TCE
Environnement du chantier	Camp militaire en exploitation	Intervention en milieu occupé	Nettoyage journalier des zones d'interventions Respect du planning d'intervention	TCE	TCE
Bruit dû au chantier	Camp militaire en exploitation	Intervention en milieu occupé	Respecter les horaires d'intervention défini par le MOA o du lundi au jeudi : 06h00 à 18h00 ; o le vendredi : de 06h00 à 12h30 ; o le week-end : pas de travaux. Le titulaire pourra être présent sur le lieu des travaux en dehors de ces périodes, uniquement après demande aux usagers du site et à la maîtrise d'œuvre (MOE).	TCE	TCE

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site	Camp militaire en exploitation	Intervention en milieu occupé	<p>Respecter les horaires d'intervention défini par le MOA</p> <p>o du lundi au jeudi : 06h00 à 18h00 ;o le vendredi : de 06h00 à 12h30 ;o le week-end : pas de travaux.</p> <p>Le titulaire pourra être présent sur le lieu des travaux en dehors de ces périodes, uniquement après demande aux usagers du site et à la maîtrise d'œuvre (MOE).</p>	TCE	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

La composition de la base-vie devra être conforme au code du travail

L'installation de la base vie devra rester en place jusqu'à la réception des ouvrages.

Le nettoyage sanitaire de toute la base-vie devra être assuré jusqu'à la réception des ouvrages.

L'entretien et la maintenance de toute la base-vie devra être assuré jusqu'à la réception des ouvrages.

Le sanitaire chimique est interdit pour les chantiers supérieurs à 4 mois.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Pour un effectif de 10 personnes	Selon le PIC	Armoires vestiaires	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	Pour un effectif de 10 personnes	Selon le PIC	Tables -chaises -micro-onde - réfrigérateur	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Sanitaires	1 wc pour 10 personnes et 1 point d'eau pour 10 personnes Sanitaires Femme	Selon le PIC	Lavabos aveceau chaude - douches - urinoirs, etc...	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Bureaux	1 bungalow pour un effectif de 10 personnes	Selon le PIC	Tables et chaises pour 10 personnes. Climatisation	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si l'état de propreté de la base vie n'est pas correct, le Maître d'ouvrage pourra faire intervenir une entreprise au frais du titulaire du Lot 1.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique
Titulaire du Lot 1

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
-------------	-------------------------------------	---------------------

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Dans le bureau de chantier			Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE
Trousse de secours	Dans le bureau de chantier	Présent sur le site et dans chaque véhicule des entreprises		TCE
Défibrillateur	- Bureau de chantier- Voir plan d'installation de chantier		- Signalétique- Pictogramme	Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Extincteurs installés dans les bungalows			Lot 1 : Réhabilitation / Aménagement TCE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

STRICTEMENT INTERDIT

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

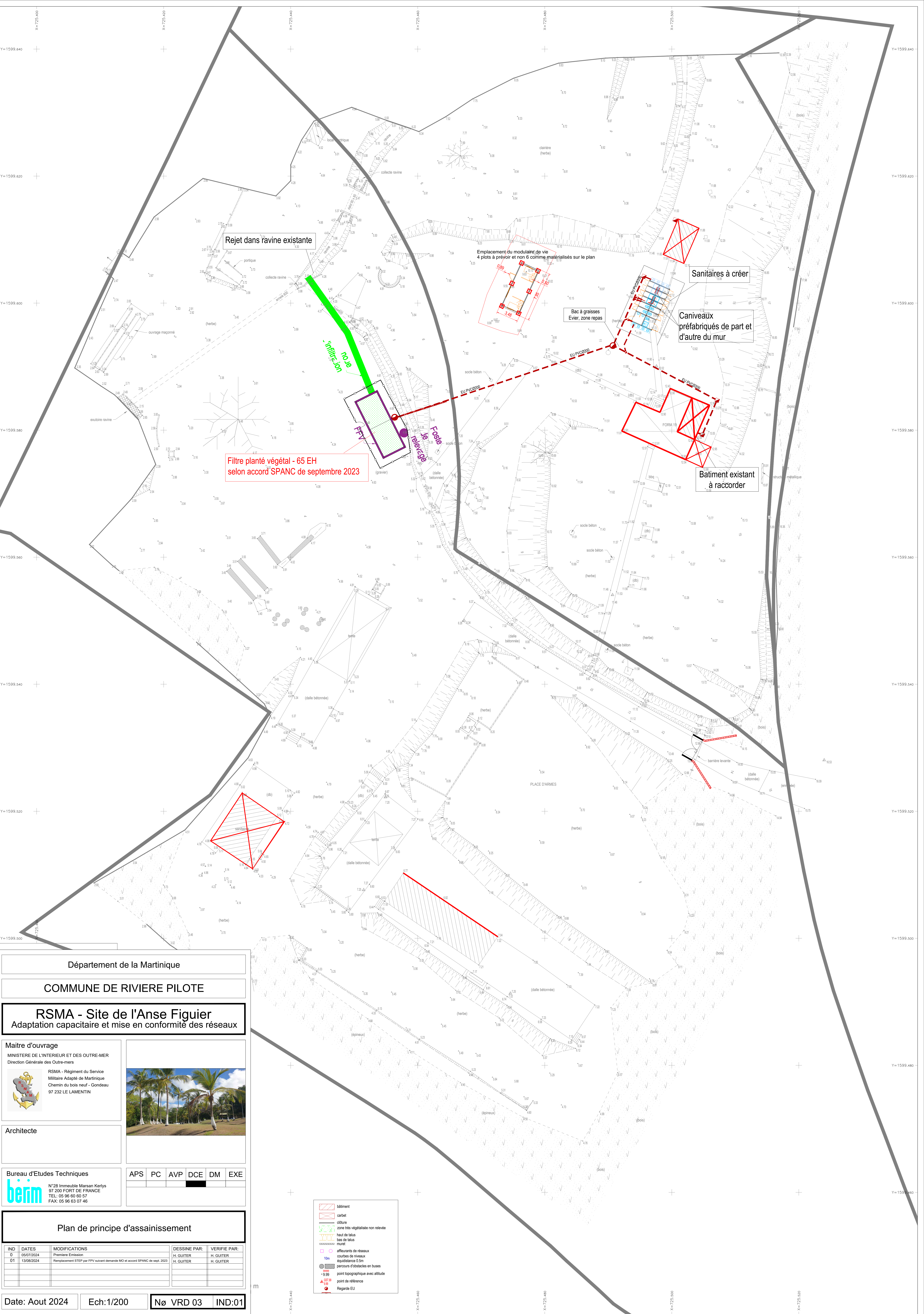
ANNEXES

MARCHÉ TRAVAUX RSMA

ANSE FIGUIER
97211 RIVIERE PILOTE

Liste des annexes
1 - Plan de masse etat futur
2 - Plan des réseaux divers
3 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Plan de masse etat futur




Département de la Martinique

COMMUNE DE RIVIERE PILOTE

RSMA - Site de l'Anse Figuiers
Adaptation capacitaire et mise en conformité des réseaux

Maitre d'ouvrage


MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER
Direction Générale des Outre-mer



RSMA - Régiment du Service
Militaire Adapté de Martinique
Chemin du bois neuf - Gondeau
97 232 LE LAMENTIN

Architecte

Bureau d'Etudes Techniques



N°28 Immeuble Marsan Kerlys
97 200 FORT DE FRANCE
TEL: 05 96 60 60 57
FAX: 05 96 63 07 46

Plan de principe d'assainissement

IND	DATES	MODIFICATIONS	DESSEIN PAR	VERIFIE PAR
0	05/07/2024	Première Emission	H. GUITER	H. GUITER
01	13/08/2024	Remplacement STEP par FPU suivant demande MD et accord SPANC de sept 2023	H. GUITER	H. GUITER

Date: Aout 2024

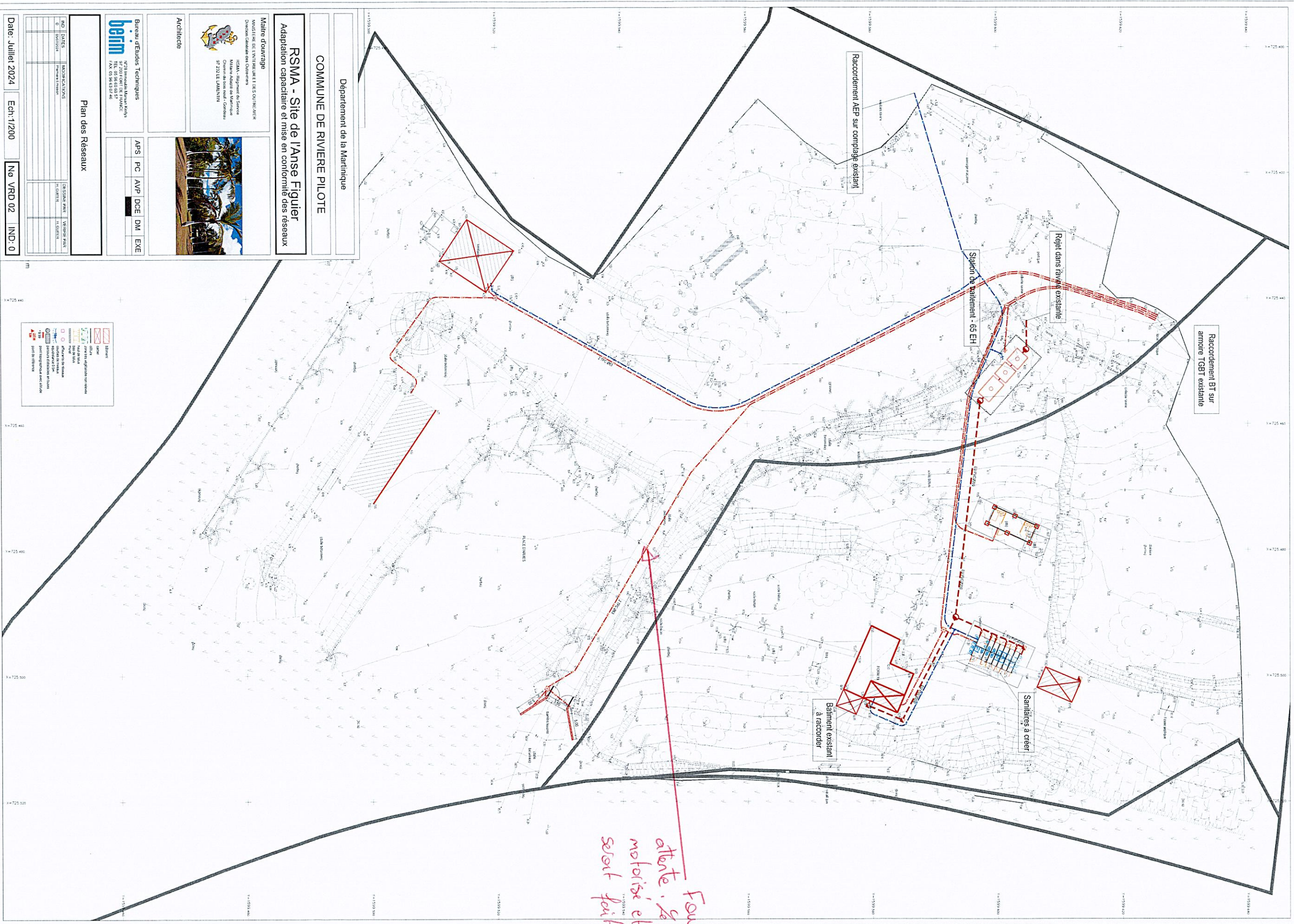
Ech:1/200

Nº VRD 03

IND:01

8.2 Plan des réseaux divers

AEP:
 - Notte une borne pour isoler chaque d'écoulement
 - Faire approuver le compte



Fouilleaux en attente. Le portail d'entrée, motorisé et le contrôle d'accès seront faits dans le futur.

8.3 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: RIVIERE PILOTE
RUE :ANSE FIGUIER

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 05.96.38.89.59 .